



Les Français et la dette publique

Avril 2021

“opinionway

15 place de la République 75003 Paris



Square[®]
Les Echos



Frédéric Micheau

Directeur général adjoint

Directeur du département Opinion

Tel: 01 81 81 83 00

fmicheau@opinion-way.com

“LA MÉTHODOLOGIE

“opinionway



La méthodologie



Echantillon de **1001 personnes** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

L'échantillon a été constitué selon **la méthode des quotas**, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence.



L'échantillon a été interrogé par **questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI** (Computer Assisted Web Interview).



Les interviews ont été réalisées **les 14 et 15 avril 2021**.

Pour les remercier de leur participation, les panélistes ont touché des incentives ou ont fait un don à l'association proposée de leur choix.



OpinionWay a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la **norme ISO 20252**.



Les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des **marges d'incertitude** : 1,5 à 3 points au plus pour un échantillon de 1000 répondants.

Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante :
« **Sondage OpinionWay - Square pour Les Echos et Radio Classique** »
et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.



Le profil des personnes interrogées

Population française âgée de 18 ans et plus.

Source : INSEE, Bilan démographique 2015.



	Sexe	%
	Hommes	48%
	Femmes	52%



	Age	%
	18-24 ans	10%
	25-34 ans	16%
	35-49 ans	25%
	50-64 ans	25%
	65 ans et plus	24%



	Région	%
	Ile-de-France	19%
	Nord-ouest	23%
	Nord-est	22%
	Sud-ouest	11%
	Sud-est	25%



	Activité professionnelle	%
	Agriculteurs	1%
	Catégories socioprofessionnelles supérieures	26%
	Artisans / Commerçants / Chefs d'entreprise	3%
	Professions libérales / Cadres	9%
	Professions intermédiaires	14%
	Catégories populaires	30%
	Employés	17%
	Ouvriers	13%
	Inactifs	43%
	Retraités	26%
	Autres inactifs	17%



	Taille d'agglomération	%
	Une commune rurale	23%
	De 2000 à 19 999 habitants	17%
	De 20 000 à 99 999 habitants	13%
	100 000 habitants et plus	30%
	Agglomération parisienne	17%



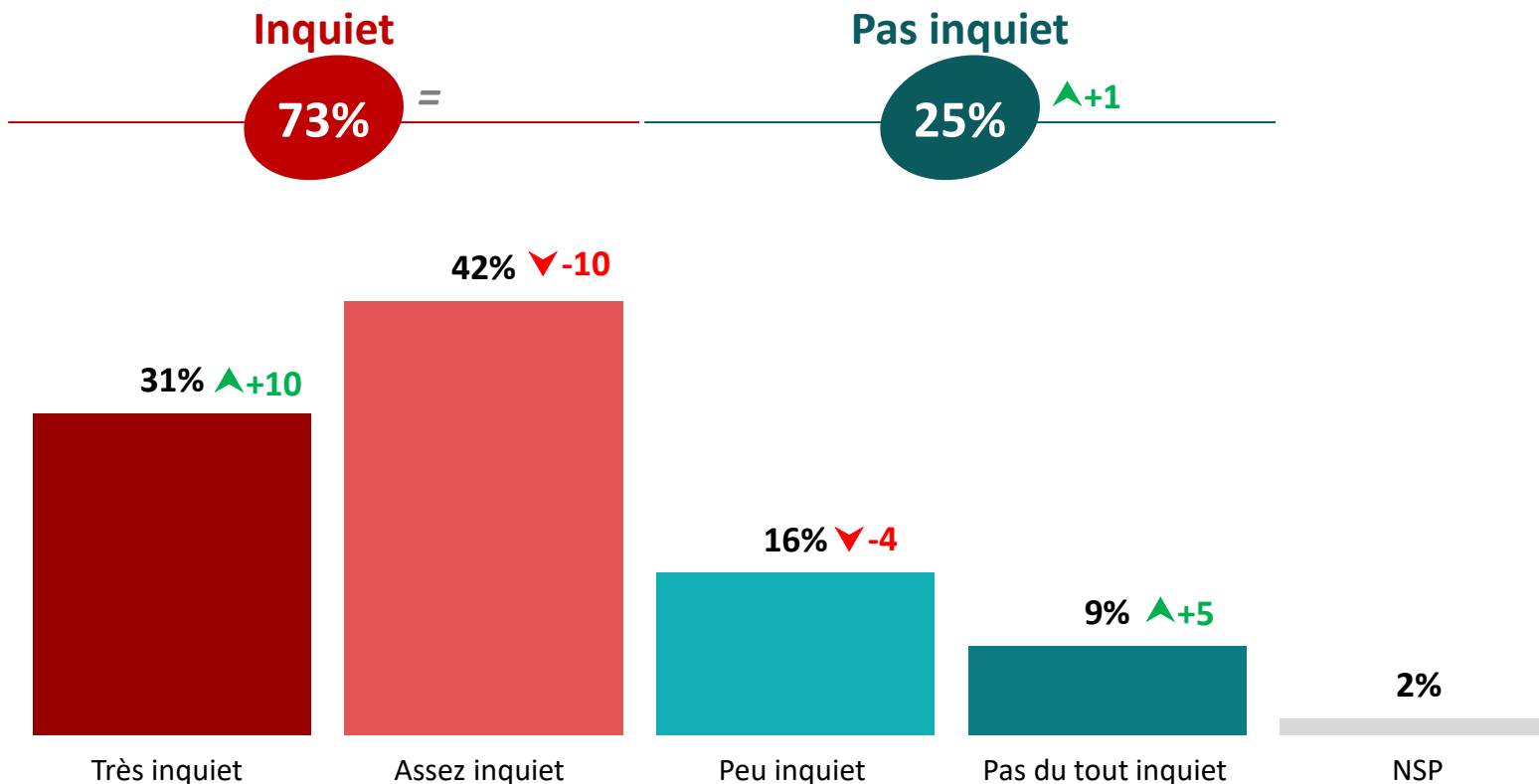
“ LES RÉSULTATS

“opinionway



L'inquiétude concernant le niveau de la dette publique

Q. Etes-vous inquiet ou pas concernant le niveau de la dette publique française (115% du PIB à la fin 2020) ?



En septembre 2018, la question posée était : « Concernant le niveau de la dette et des déficits publics de la France, diriez-vous que vous êtes très inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas inquiet du tout ? »

▲▼ : évolutions depuis septembre 2018
Source : Ecoscope septembre 2018



L'inquiétude concernant le niveau de la dette publique

Q. Etes-vous inquiet ou pas concernant le niveau de la dette publique française (115% du PIB à la fin 2020) ?



	% Total	Sexe		Âge					CSP		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
Sous-total inquiet	73%	70%	77%	71%	70%	67%	79%	79%	75%	73%	74%
...Très inquiet	31%	32%	31%	16%	31%	24%	37%	40%	33%	29%	33%
...Assez inquiet	42%	38%	46%	55%	39%	43%	42%	39%	42%	44%	41%
Sous-total pas inquiet	25%	28%	22%	29%	29%	31%	18%	21%	23%	23%	25%
...Peu inquiet	16%	17%	15%	16%	20%	17%	14%	15%	14%	16%	17%
...Pas du tout inquiet	9%	11%	7%	13%	9%	14%	4%	6%	9%	7%	8%





L'inquiétude concernant le niveau de la dette publique

Q. Etes-vous inquiet ou pas concernant le niveau de la dette publique française (115% du PIB à la fin 2020) ?



	% Total	Région					Catégorie d'agglomération				
		Ile-de-France	Nord ouest	Nord est	Sud ouest	Sud est	Commune rurale	De 2000 à 19 999 habitants	De 20 000 à 99 999 habitants	100 000 habitants et plus	Agglomération parisienne
Sous-total inquiet	73%	74%	70%	75%	74%	75%	76%	80%	71%	70%	72%
...Très inquiet	31%	35%	30%	34%	27%	30%	30%	29%	31%	33%	32%
...Assez inquiet	42%	39%	40%	41%	47%	45%	46%	51%	40%	37%	40%
Sous-total pas inquiet	25%	25%	27%	24%	26%	23%	22%	19%	27%	28%	27%
...Peu inquiet	16%	17%	16%	15%	16%	16%	13%	12%	18%	18%	18%
...Pas du tout inquiet	9%	8%	11%	9%	10%	7%	9%	7%	9%	10%	9%





L'inquiétude concernant le niveau de la dette publique

Q. Etes-vous inquiet ou pas concernant le niveau de la dette publique française (115% du PIB à la fin 2020) ?



		Proximité partisane						
	% Total	La France Insoumise	Parti socialiste	Europe écologie - Les Verts	La République en Marche	Les Républicains	Rassemblement national	Sans préférence partisane
Sous-total inquiet	73%	69%	66%	80%	66%	90%	75%	69%
...Très inquiet	31%	30%	24%	15%	20%	41%	42%	31%
...Assez inquiet	42%	39%	42%	65%	46%	49%	33%	38%
Sous-total pas inquiet	25%	30%	31%	19%	34%	10%	24%	29%
...Peu inquiet	16%	17%	24%	15%	26%	8%	15%	16%
...Pas du tout inquiet	9%	13%	7%	4%	8%	2%	9%	13%





L'inquiétude concernant le niveau de la dette publique

Q. Etes-vous inquiet ou pas concernant le niveau de la dette publique française (115% du PIB à la fin 2020) ?



		Vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017				
	% Total	Jean-Luc Mélenchon	Benoît Hamon	Emmanuel Macron	François Fillon	Marine Le Pen
Sous-total inquiet	73%	68%	68%	71%	86%	77%
...Très inquiet	31%	27%	15%	26%	47%	45%
...Assez inquiet	42%	41%	53%	45%	39%	32%
Sous-total pas inquiet	25%	31%	32%	28%	14%	23%
...Peu inquiet	16%	19%	28%	24%	10%	14%
...Pas du tout inquiet	9%	12%	4%	4%	4%	9%



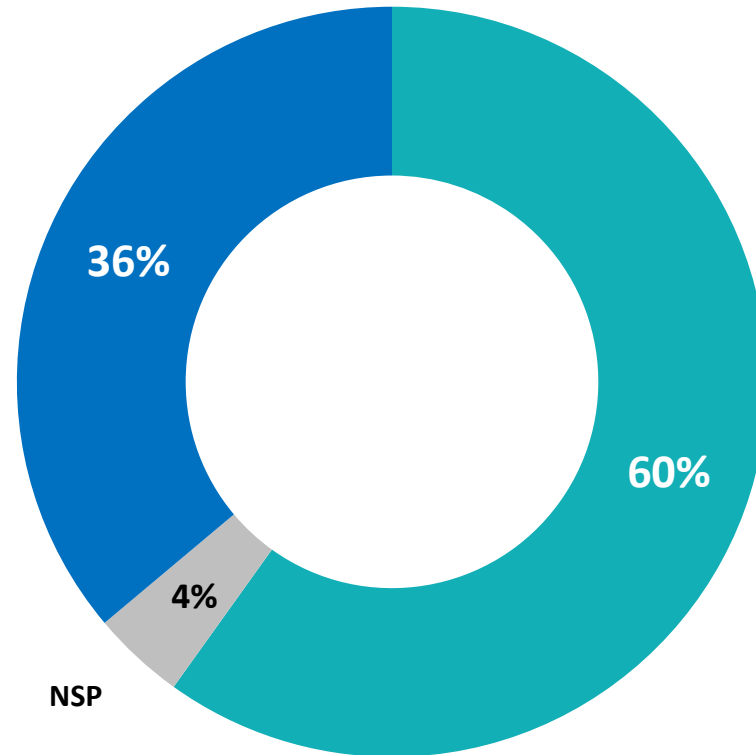


La priorité pour les finances publiques

Q. En ce moment, diriez-vous que la priorité du gouvernement devrait être... ?



...la maîtrise du déficit public



...le soutien à l'économie
quoi qu'il en coûte



La priorité pour les finances publiques

Q. En ce moment, diriez-vous que la priorité du gouvernement devrait être... ?



	% Total	Sexe		Âge					CSP		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
...le soutien à l'économie quoi qu'il en coûte	60%	63%	57%	52%	61%	64%	55%	62%	58%	58%	60%
...la maîtrise du déficit public	36%	34%	38%	40%	34%	33%	38%	37%	37%	38%	36%

	% Total	Région					Catégorie d'agglomération				
		Ile-de-France	Nord ouest	Nord est	Sud ouest	Sud est	Commune rurale	De 2000 à 19 999 habitants	De 20 000 à 99 999 habitants	100 000 habitants et plus	Agglomération parisienne
...le soutien à l'économie quoi qu'il en coûte	60%	56%	58%	55%	62%	67%	58%	59%	57%	64%	57%
...la maîtrise du déficit public	36%	39%	39%	40%	36%	29%	36%	37%	39%	33%	38%



La priorité pour les finances publiques

Q. En ce moment, diriez-vous que la priorité du gouvernement devrait être... ?



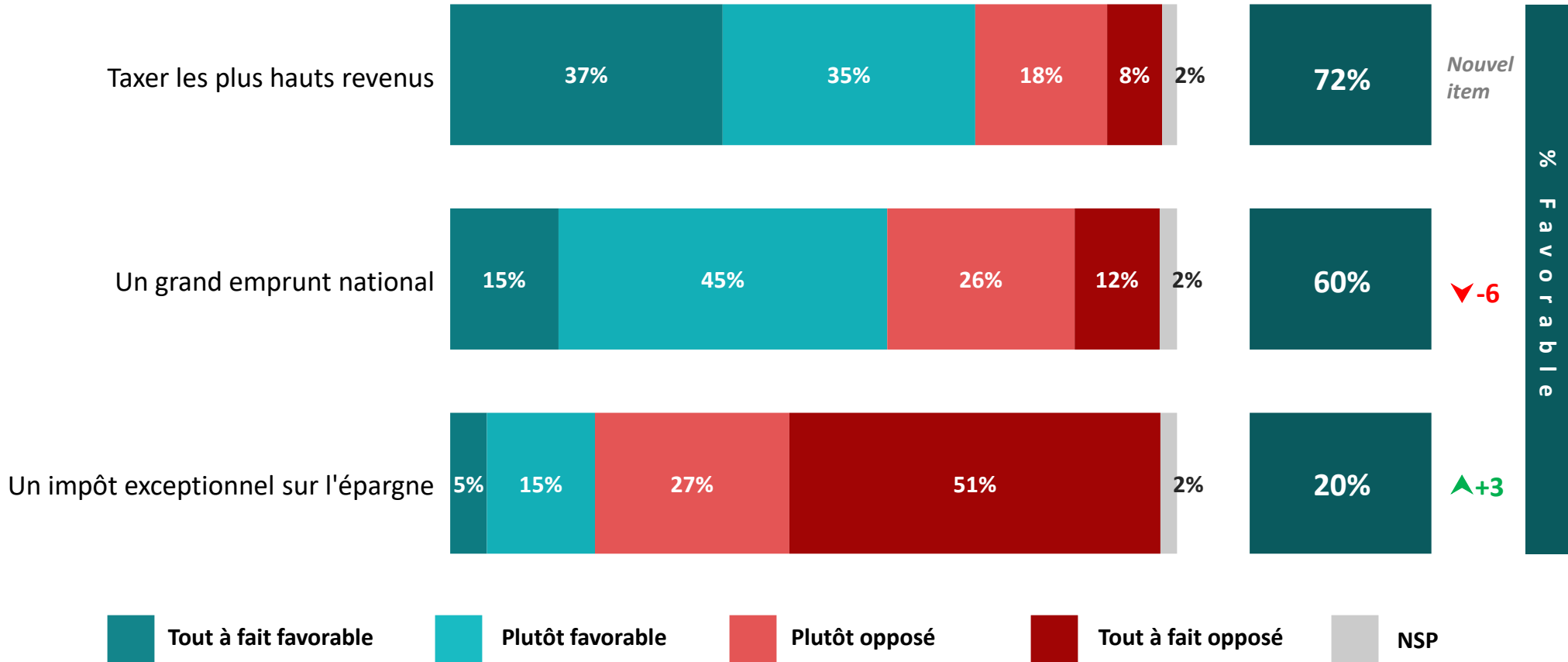
		Proximité partisane						
	% Total	La France Insoumise	Parti socialiste	Europe écologie - Les Verts	La République en Marche	Les Républicains	Rassemblement national	Sans préférence partisane
...le soutien à l'économie quoi qu'il en coûte	60%	66%	77%	68%	73%	60%	49%	57%
...la maîtrise du déficit public	36%	30%	20%	31%	27%	37%	48%	37%

		Vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017				
	% Total	Jean-Luc Mélenchon	Benoît Hamon	Emmanuel Macron	François Fillon	Marine Le Pen
...le soutien à l'économie quoi qu'il en coûte	60%	63%	69%	73%	55%	48%
...la maîtrise du déficit public	36%	34%	29%	25%	43%	48%



Les mesures privilégiées pour financer la relance

Q. Pour financer la relance de l'économie française après la crise sanitaire, seriez-vous favorable ou opposé à chacune des mesures suivantes ?



▲▼ : évolutions depuis le 15 avril 2020
Source : CoviDirect



Les mesures privilégiées pour financer la relance

Q. Pour financer la relance de l'économie française après la crise sanitaire, seriez-vous favorable ou opposé à chacune des mesures suivantes ?



	% Favorable	Sexe		Âge					CSP		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
Taxer les plus hauts revenus	72%	70%	74%	56%	75%	74%	79%	68%	71%	74%	72%
Un grand emprunt national	60%	66%	55%	50%	51%	54%	56%	80%	61%	49%	69%
Un impôt exceptionnel sur l'épargne	20%	18%	22%	38%	31%	20%	10%	15%	24%	17%	18%



Les mesures privilégiées pour financer la relance

Q. Pour financer la relance de l'économie française après la crise sanitaire, seriez-vous favorable ou opposé à chacune des mesures suivantes ?



	% Favorable	Région					Catégorie d'agglomération				
		Ile-de-France	Nord ouest	Nord est	Sud ouest	Sud est	Commune rurale	De 2000 à 19 999 habitants	De 20 000 à 99 999 habitants	100 000 habitants et plus	Agglomération parisienne
Taxer les plus hauts revenus	72%	74%	77%	66%	73%	73%	72%	80%	67%	71%	71%
Un grand emprunt national	60%	66%	57%	55%	59%	64%	55%	62%	57%	62%	65%
Un impôt exceptionnel sur l'épargne	20%	21%	20%	22%	15%	19%	20%	22%	16%	20%	20%



Les mesures privilégiées pour financer la relance

Q. Pour financer la relance de l'économie française après la crise sanitaire, seriez-vous favorable ou opposé à chacune des mesures suivantes ?



	Proximité partisane							
	% Favorable	La France Insoumise	Parti socialiste	Europe écologie - Les Verts	La République en Marche	Les Républicains	Rassemblement national	Sans préférence partisane
Taxer les plus hauts revenus	72%	94%	91%	78%	67%	59%	73%	72%
Un grand emprunt national	60%	71%	67%	65%	80%	79%	51%	47%
Un impôt exceptionnel sur l'épargne	20%	46%	20%	24%	31%	16%	16%	14%





Les mesures privilégiées pour financer la relance

Q. Pour financer la relance de l'économie française après la crise sanitaire, seriez-vous favorable ou opposé à chacune des mesures suivantes ?

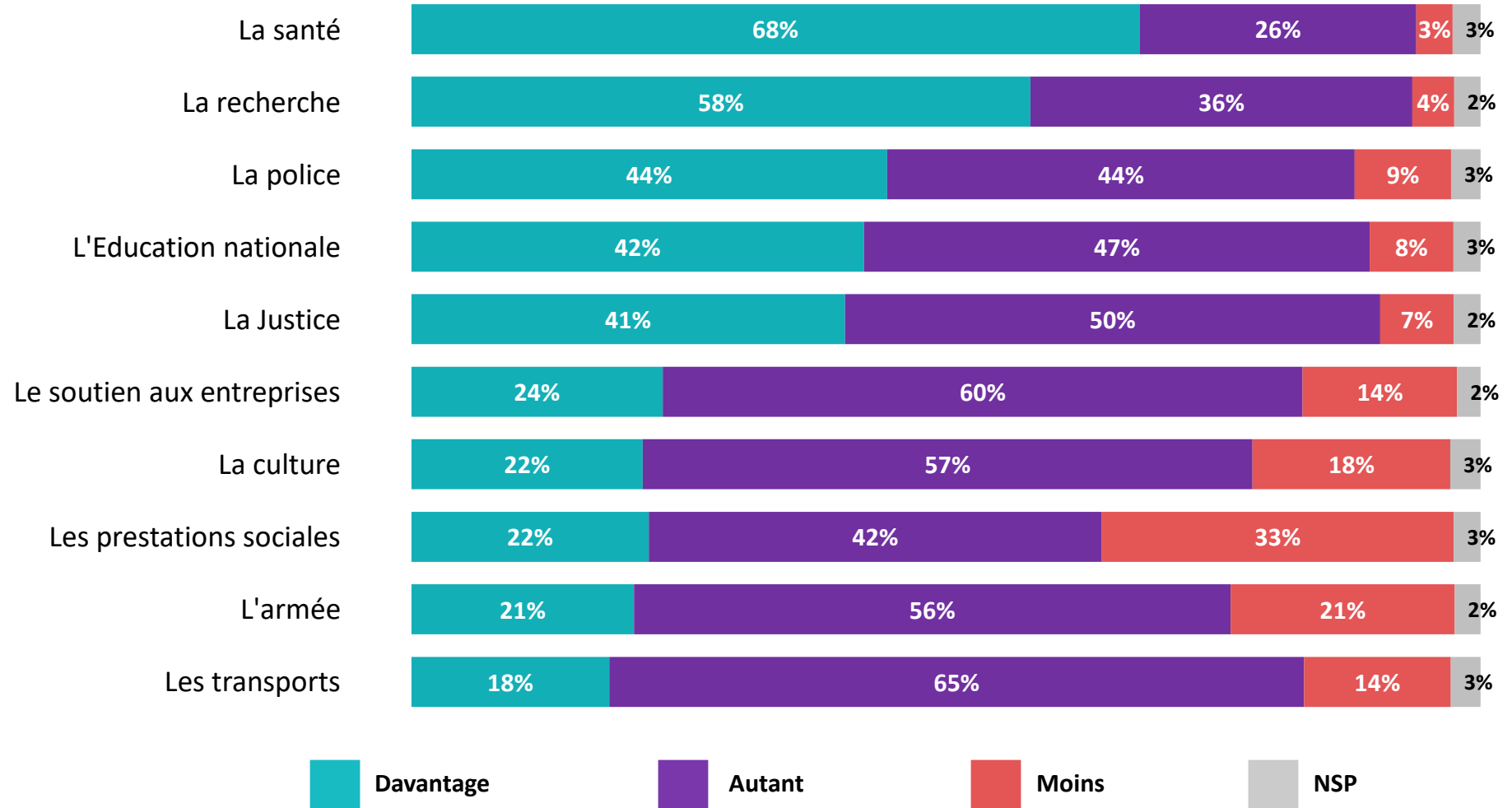


		Vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017				
	% Favorable	Jean-Luc Mélenchon	Benoît Hamon	Emmanuel Macron	François Fillon	Marine Le Pen
Taxer les plus hauts revenus	72%	87%	84%	77%	53%	73%
Un grand emprunt national	60%	61%	66%	78%	74%	50%
Un impôt exceptionnel sur l'épargne	20%	27%	31%	23%	12%	16%



Les budgets prioritaires pour l'action publique

Q. Selon vous, l'Etat doit-il accorder davantage, autant ou moins de moyens financiers à chacun des budgets suivants de l'action publique ?



Davantage



Autant



Moins



NSP





Les budgets prioritaires pour l'action publique

Q. Selon vous, l'Etat doit-il accorder davantage, autant ou moins de moyens financiers à chacun des budgets suivants de l'action publique ?



	% Davantage	Sexe		Âge					CSP		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
La santé	68%	72%	65%	47%	57%	67%	73%	80%	69%	64%	70%
La recherche	58%	66%	51%	34%	43%	53%	62%	79%	61%	47%	64%
La police	44%	48%	41%	27%	30%	42%	48%	61%	47%	35%	50%
L'Education nationale	42%	41%	44%	33%	46%	44%	40%	45%	49%	39%	40%
La Justice	41%	45%	37%	24%	37%	38%	42%	50%	41%	36%	43%
Le soutien aux entreprises	24%	24%	23%	29%	28%	22%	25%	19%	27%	24%	20%
La culture	22%	21%	22%	26%	25%	24%	23%	14%	26%	21%	17%
Les prestations sociales	22%	22%	23%	25%	34%	19%	23%	15%	20%	25%	20%
L'armée	21%	22%	20%	18%	25%	20%	17%	24%	21%	20%	21%
Les transports	18%	20%	17%	22%	15%	22%	16%	18%	24%	17%	17%





Les budgets prioritaires pour l'action publique

Q. Selon vous, l'Etat doit-il accorder davantage, autant ou moins de moyens financiers à chacun des budgets suivants de l'action publique ?



	% Davantage	Région					Catégorie d'agglomération				
		Ile-de-France	Nord ouest	Nord est	Sud ouest	Sud est	Commune rurale	De 2000 à 19 999 habitants	De 20 000 à 99 999 habitants	100 000 habitants et plus	Agglomération parisienne
La santé	68%	73%	66%	62%	73%	69%	66%	70%	68%	65%	74%
La recherche	58%	64%	58%	55%	58%	56%	54%	60%	55%	55%	69%
La police	44%	52%	42%	41%	43%	46%	40%	39%	46%	46%	54%
L'Education nationale	42%	53%	43%	38%	40%	39%	40%	41%	39%	40%	54%
La Justice	41%	49%	37%	39%	38%	40%	33%	38%	44%	39%	52%
Le soutien aux entreprises	24%	31%	22%	26%	20%	19%	18%	22%	22%	25%	32%
La culture	22%	28%	23%	15%	23%	21%	16%	21%	17%	23%	31%
Les prestations sociales	22%	26%	22%	24%	23%	19%	20%	21%	21%	22%	28%
L'armée	21%	21%	22%	23%	17%	20%	18%	21%	24%	22%	21%
Les transports	18%	31%	16%	16%	8%	19%	12%	17%	14%	20%	30%



Les budgets prioritaires pour l'action publique

Q. Selon vous, l'Etat doit-il accorder davantage, autant ou moins de moyens financiers à chacun des budgets suivants de l'action publique ?



	% Davantage	Proximité partisane						
		La France Insoumise	Parti socialiste	Europe écologie - Les Verts	La République en Marche	Les Républicains	Rassemblement national	Sans préférence partisane
La santé	68%	71%	75%	68%	77%	71%	64%	65%
La recherche	58%	57%	66%	68%	73%	66%	53%	51%
La police	44%	33%	43%	31%	55%	67%	54%	38%
L'Education nationale	42%	62%	63%	56%	36%	34%	33%	43%
La Justice	41%	56%	36%	41%	42%	43%	39%	38%
Le soutien aux entreprises	24%	31%	18%	19%	23%	27%	23%	26%
La culture	22%	41%	19%	36%	15%	13%	19%	24%
Les prestations sociales	22%	54%	21%	28%	12%	7%	21%	23%
L'armée	21%	14%	7%	10%	17%	29%	34%	21%
Les transports	18%	36%	22%	28%	11%	14%	19%	18%





Les budgets prioritaires pour l'action publique

Q. Selon vous, l'Etat doit-il accorder davantage, autant ou moins de moyens financiers à chacun des budgets suivants de l'action publique ?



	Vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017					
	% Davantage	Jean-Luc Mélenchon	Benoît Hamon	Emmanuel Macron	François Fillon	Marine Le Pen
La santé	68%	75%	72%	75%	69%	66%
La recherche	58%	61%	61%	69%	71%	52%
La police	44%	32%	22%	50%	65%	56%
L'Education nationale	42%	56%	46%	50%	31%	34%
La Justice	41%	44%	33%	48%	42%	40%
Le soutien aux entreprises	24%	22%	16%	23%	22%	24%
La culture	22%	37%	34%	20%	13%	14%
Les prestations sociales	22%	37%	37%	15%	5%	19%
L'armée	21%	13%	10%	17%	26%	35%
Les transports	18%	31%	19%	14%	11%	17%



Les budgets prioritaires pour l'action publique

Q. Selon vous, l'Etat doit-il accorder davantage, autant ou moins de moyens financiers à chacun des budgets suivants de l'action publique ?



	% Moins	Sexe		Âge					CSP		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
Les prestations sociales	33%	36%	31%	18%	26%	32%	35%	43%	33%	34%	34%
L'armée	21%	23%	19%	16%	22%	26%	21%	18%	26%	21%	18%
La culture	18%	21%	17%	12%	16%	17%	21%	21%	20%	16%	19%
Le soutien aux entreprises	14%	13%	14%	9%	10%	17%	17%	14%	16%	14%	14%
Les transports	14%	13%	15%	14%	15%	14%	15%	11%	12%	16%	13%
La police	9%	7%	11%	16%	12%	12%	5%	6%	9%	9%	8%
L'Education nationale	8%	8%	8%	9%	6%	8%	9%	7%	6%	8%	8%
La Justice	7%	7%	7%	9%	8%	7%	7%	5%	6%	8%	7%
La recherche	4%	2%	6%	11%	5%	4%	3%	1%	3%	4%	4%
La santé	3%	2%	4%	8%	8%	3%	2%	1%	3%	5%	2%



Les budgets prioritaires pour l'action publique

Q. Selon vous, l'Etat doit-il accorder davantage, autant ou moins de moyens financiers à chacun des budgets suivants de l'action publique ?



	% Moins	Région					Catégorie d'agglomération				
		Ile-de-France	Nord ouest	Nord est	Sud ouest	Sud est	Commune rurale	De 2000 à 19 999 habitants	De 20 000 à 99 999 habitants	100 000 habitants et plus	Agglomération parisienne
Les prestations sociales	33%	35%	38%	27%	29%	34%	34%	34%	30%	31%	34%
L'armée	21%	23%	20%	16%	27%	22%	19%	16%	17%	25%	24%
La culture	18%	17%	22%	13%	15%	23%	22%	18%	21%	16%	17%
Le soutien aux entreprises	14%	19%	14%	9%	17%	14%	12%	13%	12%	15%	20%
Les transports	14%	14%	19%	10%	20%	9%	14%	12%	15%	13%	16%
La police	9%	6%	12%	6%	18%	7%	9%	7%	8%	11%	7%
L'Education nationale	8%	5%	12%	7%	11%	5%	10%	6%	8%	9%	5%
La Justice	7%	6%	10%	4%	10%	6%	7%	10%	6%	7%	6%
La recherche	4%	4%	5%	3%	6%	3%	3%	4%	4%	4%	4%
La santé	3%	4%	5%	3%	5%	1%	2%	3%	5%	3%	5%



Les budgets prioritaires pour l'action publique

Q. Selon vous, l'Etat doit-il accorder davantage, autant ou moins de moyens financiers à chacun des budgets suivants de l'action publique ?



	% Moins	Proximité partisane						
		La France Insoumise	Parti socialiste	Europe écologie - Les Verts	La République en Marche	Les Républicains	Rassemblement national	Sans préférence partisane
Les prestations sociales	33%	8%	19%	12%	35%	54%	47%	31%
L'armée	21%	40%	23%	26%	18%	10%	13%	22%
La culture	18%	13%	9%	6%	16%	29%	14%	20%
Le soutien aux entreprises	14%	22%	8%	16%	11%	12%	18%	14%
Les transports	14%	8%	9%	15%	11%	13%	17%	14%
La police	9%	18%	5%	17%	1%	1%	5%	12%
L'Education nationale	8%	4%	1%	3%	5%	5%	14%	8%
La Justice	7%	2%	2%	6%	4%	3%	9%	9%
La recherche	4%	3%	0%	1%	0%	1%	6%	6%
La santé	3%	3%	0%	2%	1%	2%	3%	5%



Les budgets prioritaires pour l'action publique - *Moins*

Q. Selon vous, l'Etat doit-il accorder davantage, autant ou moins de moyens financiers à chacun des budgets suivants de l'action publique ?

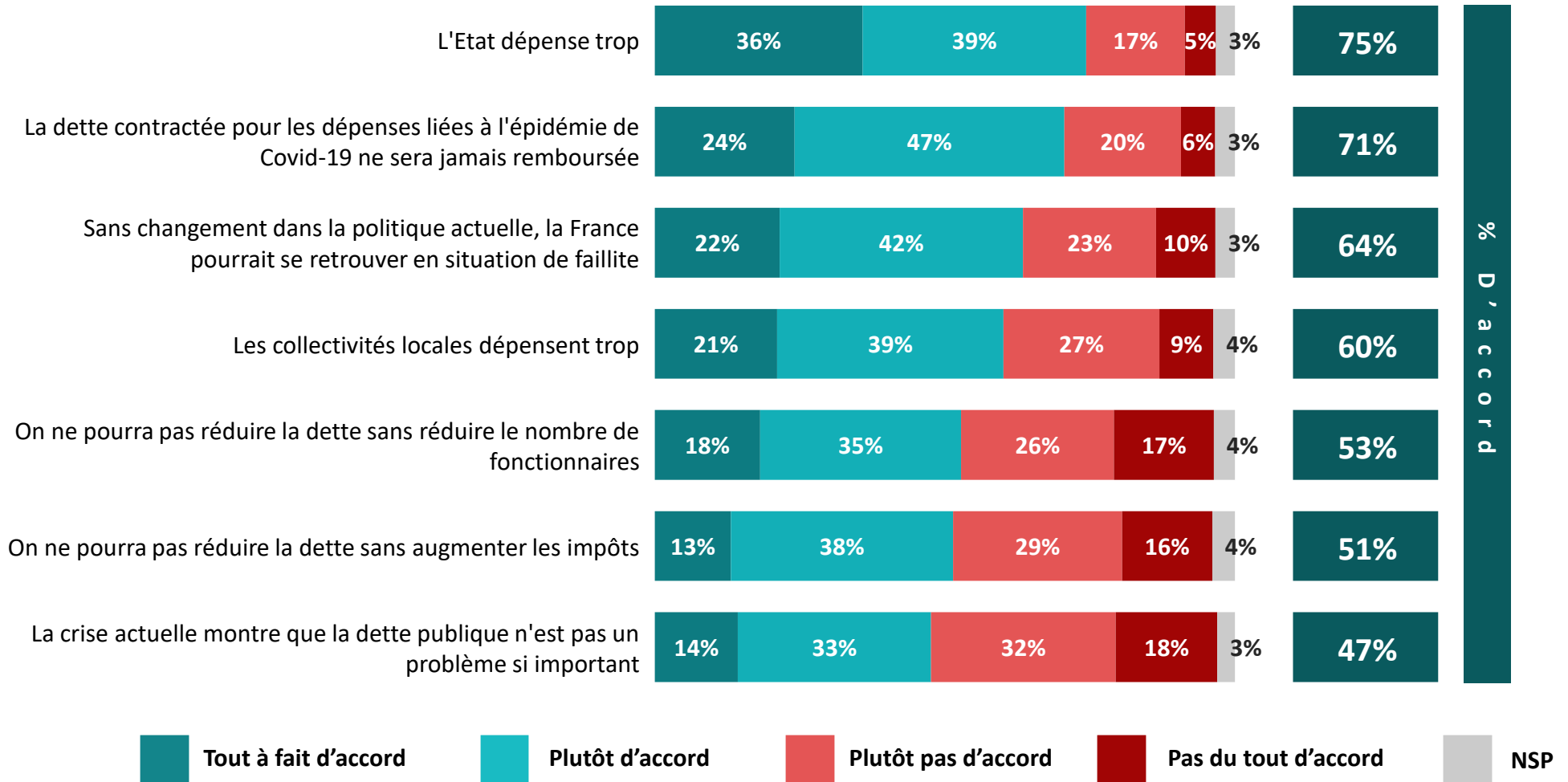


		Vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017				
	% Moins	Jean-Luc Mélenchon	Benoît Hamon	Emmanuel Macron	François Fillon	Marine Le Pen
Les prestations sociales	33%	19%	19%	26%	62%	48%
L'armée	21%	37%	39%	19%	13%	12%
La culture	18%	18%	15%	15%	29%	20%
Le soutien aux entreprises	14%	26%	15%	9%	10%	20%
Les transports	14%	12%	14%	11%	15%	16%
La police	9%	18%	14%	3%	3%	4%
L'Education nationale	8%	7%	2%	4%	12%	12%
La Justice	7%	7%	5%	3%	5%	6%
La recherche	4%	3%	0%	1%	2%	5%
La santé	3%	5%	2%	2%	2%	3%



Les opinions concernant la dette publique

Q. Etes-vous d'accord ou pas avec chacune des affirmations suivantes concernant la dette publique ?



% D'accord



Les opinions concernant la dette publique

Q. Etes-vous d'accord ou pas avec chacune des affirmations suivantes concernant la dette publique ?



	% D'accord	Sexe		Âge					CSP		
		Homme	Femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactif
L'Etat dépense trop	75%	73%	76%	69%	71%	75%	75%	78%	73%	79%	73%
La dette contractée pour les dépenses liées à l'épidémie de Covid-19 ne sera jamais remboursée	71%	65%	75%	64%	83%	73%	69%	65%	73%	78%	65%
Sans changement dans la politique actuelle, la France pourrait se retrouver en situation de faillite	64%	60%	67%	61%	71%	62%	64%	61%	64%	66%	61%
Les collectivités locales dépensent trop	60%	63%	57%	54%	59%	53%	61%	70%	58%	61%	62%
On ne pourra pas réduire la dette sans réduire le nombre de fonctionnaires	53%	52%	53%	56%	55%	49%	46%	61%	54%	47%	57%
On ne pourra pas réduire la dette sans augmenter les impôts	51%	50%	53%	53%	55%	51%	50%	50%	53%	50%	53%
La crise actuelle montre que la dette publique n'est pas un problème si important	47%	50%	46%	59%	53%	54%	39%	43%	48%	53%	44%



Les opinions concernant la dette publique

Q. Etes-vous d'accord ou pas avec chacune des affirmations suivantes concernant la dette publique ?



	% D'accord	Région					Catégorie d'agglomération				
		Ile-de-France	Nord ouest	Nord est	Sud ouest	Sud est	Commune rurale	De 2000 à 19 999 habitants	De 20 000 à 99 999 habitants	100 000 habitants et plus	Agglomération parisienne
L'Etat dépense trop	75%	79%	80%	76%	66%	68%	72%	74%	79%	73%	77%
La dette contractée pour les dépenses liées à l'épidémie de Covid-19 ne sera jamais remboursée	71%	75%	72%	67%	68%	70%	65%	72%	71%	72%	74%
Sans changement dans la politique actuelle, la France pourrait se retrouver en situation de faillite	64%	70%	67%	65%	54%	60%	57%	68%	68%	63%	67%
Les collectivités locales dépensent trop	60%	68%	59%	59%	55%	59%	52%	64%	64%	60%	66%
On ne pourra pas réduire la dette sans réduire le nombre de fonctionnaires	53%	61%	54%	53%	44%	49%	47%	59%	53%	51%	58%
On ne pourra pas réduire la dette sans augmenter les impôts	51%	62%	49%	54%	44%	47%	49%	51%	51%	50%	60%
La crise actuelle montre que la dette publique n'est pas un problème si important	47%	53%	43%	49%	45%	48%	43%	48%	43%	51%	52%



Les opinions concernant la dette publique

Q. Etes-vous d'accord ou pas avec chacune des affirmations suivantes concernant la dette publique ?



	% D'accord	Proximité partisane						
		La France Insoumise	Parti socialiste	Europe écologie - Les Verts	La République en Marche	Les Républicains	Rassemblement national	Sans préférence partisane
L'Etat dépense trop	75%	71%	58%	61%	71%	88%	81%	73%
La dette contractée pour les dépenses liées à l'épidémie de Covid-19 ne sera jamais remboursée	71%	88%	70%	70%	57%	67%	77%	71%
Sans changement dans la politique actuelle, la France pourrait se retrouver en situation de faillite	64%	61%	46%	54%	49%	70%	79%	64%
Les collectivités locales dépensent trop	60%	57%	37%	43%	78%	73%	69%	56%
On ne pourra pas réduire la dette sans réduire le nombre de fonctionnaires	53%	52%	31%	31%	75%	72%	56%	49%
On ne pourra pas réduire la dette sans augmenter les impôts	51%	63%	57%	59%	60%	55%	49%	45%
La crise actuelle montre que la dette publique n'est pas un problème si important	47%	79%	46%	63%	48%	36%	45%	46%



Les opinions concernant la dette publique

Q. Etes-vous d'accord ou pas avec chacune des affirmations suivantes concernant la dette publique ?



	Vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017					
	% D'accord	Jean-Luc Mélenchon	Benoît Hamon	Emmanuel Macron	François Fillon	Marine Le Pen
L'Etat dépense trop	75%	66%	67%	68%	88%	83%
La dette contractée pour les dépenses liées à l'épidémie de Covid-19 ne sera jamais remboursée	71%	81%	83%	66%	59%	75%
Sans changement dans la politique actuelle, la France pourrait se retrouver en situation de faillite	64%	56%	55%	54%	67%	76%
Les collectivités locales dépensent trop	60%	45%	57%	62%	81%	65%
On ne pourra pas réduire la dette sans réduire le nombre de fonctionnaires	53%	41%	38%	53%	81%	54%
On ne pourra pas réduire la dette sans augmenter les impôts	51%	59%	50%	59%	53%	50%
La crise actuelle montre que la dette publique n'est pas un problème si important	47%	74%	64%	51%	37%	43%





L'ANALYSE D'OPINIONWAY

“opinionway



Les principaux enseignements (1/4)

Les Français sont toujours inquiets au sujet du niveau de la dette publique

- En choisissant de soutenir massivement l'économie française durant la crise sanitaire, le gouvernement s'est aussi résigné à voir la dette publique augmenter fortement, pour s'établir à 115% du PIB à la fin de l'année 2020. **Si 73% des Français se déclarent inquiets à ce sujet, c'est autant qu'en septembre 2018. Toutefois, l'inquiétude s'est intensifiée : 31% des Français se disent aujourd'hui très inquiets, soit 10 points de plus depuis 2018.**
 - **Dans toutes les catégories de la population, une majorité des Français est inquiète concernant le niveau de la dette publique.**
 - Les personnes âgées sont toujours les plus inquiètes au sujet de la dette publique : 79% des personnes âgées de 50 ans et plus, contre 68% des personnes plus jeunes.
 - L'inquiétude concernant la dette publique est la plus répandue parmi les sympathisants des Républicains : 90%, contre 80% chez ceux des écologistes, 75% chez ceux du Rassemblement national, 69% pour ceux de la France Insoumise, et 66% chez ceux du Parti socialiste comme de La République en Marche.
- **Cette inquiétude concernant la dette se heurte à la doctrine du « quoi qu'il en coûte » : 60% des Français déclarent ainsi que la priorité du gouvernement doit toujours être le soutien à l'économie.** Pour autant, bien que minoritaire, le sentiment que la maîtrise du déficit public doit primer est partagé par plus d'un tiers des personnes interrogées (36%).
 - **Alors qu'elles sont les plus inquiètes concernant le niveau de la dette publique, les personnes âgées de 50 ans et plus sont quasiment aussi nombreuses à estimer que la priorité reste le soutien à l'économie** (59% contre 61% des personnes plus jeunes).
 - Les sympathisants du Rassemblement national accordent le moins de soutien à la doctrine du « quoi qu'il en coûte » : 49% seulement donnent toujours la priorité au soutien à l'économie, alors que 48% l'accordent à la maîtrise du déficit public. A l'inverse, les sympathisants socialistes expriment un soutien inconditionnel à l'économie (77%), suivis par les sympathisants de LREM (73%), des écologistes (68%) et de la France Insoumise (66%). Même parmi les sympathisants des Républicains, une majorité plaide pour un soutien sans limite à l'économie (60%).



Les principaux enseignements (2/4)

Les pistes pour financer le plan de relance mettent au jour quelques contradictions

- **Pour financer le plan de relance de sortie de crise, la taxation des hauts revenus est la mesure la plus populaire : 72% des interviewés y sont favorables, dont 37% tout à fait favorables.** Ensuite, malgré les inquiétudes à l'égard de la dette, 60% soutiennent l'hypothèse d'un grand emprunt national, bien que l'adhésion à cette mesure soit plus modérée (15% y sont *tout à fait* favorables). Enfin, l'hypothèse d'un impôt exceptionnel sur l'épargne, touchant donc une part plus large de la population, est vigoureusement rejetée : 78% des Français y sont opposés, dont 51% *tout à fait* opposés.
 - **Alors que les séniors âgés de 65 ans et plus sont les plus inquiets concernant le niveau de la dette publique, ils sont les premiers à plébisciter un grand emprunt national** pour financer le plan de relance de sortie de crise. 80% y sont favorables, contre 56% des personnes âgées de 50 à 64 ans et 52% des personnes plus jeunes.
 - Si **aucune génération ne soutient majoritairement un impôt exceptionnel sur l'épargne**, les plus jeunes, dont l'épargne est logiquement la moins fournie, se montrent moins réticents face à cette hypothèse. 34% des personnes âgées de moins de 35 ans y sont même favorables, contre seulement 15% des personnes plus âgées.
 - **Alors que les partis de gauche ont été particulièrement critiques vis-à-vis de la suppression de l'ISF au début du quinquennat, leurs sympathisants affichent un soutien quasi-total à une taxation des plus hauts revenus pour financer le plan de relance** : 94% chez les sympathisants de la France Insoumise et 91% chez les sympathisants socialistes. Le soutien reste également fort chez les sympathisants écologistes (78%) ou ceux du Rassemblement national (73%). Bien que toujours soutenue par une majorité, cette mesure est moins populaire auprès des sympathisants de LREM (67%) et particulièrement de ceux des Républicains (59%).
 - Les sympathisants de LREM, tout comme ceux des Républicains malgré leur forte inquiétude sur la dette, soutiennent en premier lieu l'hypothèse d'un grand emprunt national (respectivement 80% et 79%). C'est plus que chez les sympathisants de gauche, malgré leur moindre sensibilité au niveau de la dette publique : 71% chez les sympathisants de la France Insoumise, 67% chez les sympathisants socialistes, 65% chez les écologistes.
 - Les sympathisants de la France Insoumise sont les seuls à accorder un soutien substantiel à l'hypothèse d'une taxation exceptionnelle de l'épargne (46%).



Les principaux enseignements (3/4)

Les Français apparaissent résignés sur le remboursement de la dette

- Au-delà du financement du plan de relance, **une large partie des Français juge que les institutions publiques vivent au-dessus de leurs moyens. C'est particulièrement vrai pour l'Etat, dont 75% des Français estiment qu'il dépense trop**, mais également pour les collectivités locales (60%). Plus largement, une moitié des Français jugent deux mesures incontournables pour résoudre le problème des déficits publics : 53% considèrent qu'on ne pourra pas réduire la dette sans réduire le nombre de fonctionnaires, et 51% sans augmenter les impôts.
 - **Les sympathisants socialistes sont les moins sévères avec les dépenses des institutions publiques.** Si 58% estiment tout de même que l'Etat dépense trop, seulement 37% portent le même jugement sur les collectivités locales. Les sympathisants des Républicains sont quant à eux les plus sévères avec les dépenses de l'Etat (88%), tandis que les sympathisants de LREM se montrent les plus intransigeants avec les dépenses des collectivités locales (78%).
 - Une large partie des sympathisants de LREM et des Républicains estime que l'on ne pourra pas réduire la dette sans réduire le nombre de fonctionnaires (respectivement 75% et 72%). Bien que cette opinion soit également partagée par une majorité des sympathisants de la France Insoumise et du Rassemblement national (respectivement 52% et 56%), elle est rejetée par les sympathisants écologistes et socialistes, 31% d'entre eux étant d'accord.
- La période actuelle porte une grande ambivalence. 64% des Français craignent que la France puisse se retrouver en faillite sans changement dans la politique actuelle, mais **71% estiment que la dette contractée pour les dépenses liées au Covid-19 ne sera jamais remboursée**. Pour près de la moitié des Français, la période actuelle montre même que la dette publique n'est pas un problème si important (47%).
 - La profusion d'investissements et de subventions publiques observée depuis le début de la crise risque de marquer les Français âgés de moins de 50 ans, une majorité estimant que la crise a justement montré le peu de gravité que représentait la dette publique (54% contre 40% pour les personnes plus âgées).
 - L'annulation de la dette Covid étant un des chevaux de bataille de Jean-Luc Mélenchon, les sympathisants de son mouvement considèrent pour une marge majorité, et encore plus que les autres, que cette dette ne sera de toute façon jamais remboursée (88%). Au-delà de ce mouvement, cette opinion est majoritaire sur tout le spectre politique français.



Les principaux enseignements (4/4)

Les priorités pour la dépense publique éclairent le clivage gauche/droite

- **Dans le détail des postes de la dépense publique, le *statu quo* est souvent l'orientation prônée par le plus grand nombre de Français.** Effet notable de la crise actuelle, la santé et la recherche sont les deux seuls postes pour lesquels plus de la moitié des Français réclament davantage de moyens financiers de la part de l'Etat (respectivement 68% et 58%). Dans des domaines régaliens, une large part des Français souhaite aussi plus de moyens : 44% pour la police (contre 44% qui souhaitent un maintien des moyens), 42% pour l'Education nationale (contre 47%) et 41% pour la Justice (contre 50%). Les prestations sociales sont le seul poste de dépenses pour lequel davantage de Français souhaitent diminuer les dépenses plutôt que les augmenter (33% contre 22%). Le plus grand nombre souhaite toutefois que ces dépenses soient maintenues au même niveau (42%).
 - Le souhait d'augmenter les crédits alloués à la santé et à la recherche est partagé par une majorité des Français dans toutes les tendances politiques.
 - Alors que la critique de « l'assistantat » a été un des crédos de certains dirigeants des Républicains, une majorité des sympathisants du parti souhaitent que moins de moyens soient accordés aux prestations sociales (54%).
 - Certains postes de dépenses soulignent le clivage gauche / droite. Une majorité des sympathisants de la droite et du centre souhaitent une augmentation des moyens financiers de la police : 67% chez les Républicains, 55% chez les sympathisants LREM et 54% pour ceux du Rassemblement national. Cet avis n'est pas majoritaire à gauche : 43% chez les sympathisants socialistes, 33% chez ceux de la France Insoumise et 31% pour les sympathisants écologistes.
 - Les opinions s'inversent concernant l'Education nationale, 63% des sympathisants socialistes, 62% de ceux de la France Insoumise et 56% de sympathisants écologistes se prononçant pour une augmentation des moyens. À la droite et au centre, moins de la moitié partage ce souhait : 36% pour les sympathisants LREM, 34% pour les sympathisants LR et 33% pour ceux du Rassemblement national.

WE ARE DIGITAL !



Fondé en 2000 sur cette idée radicalement innovante pour l'époque, OpinionWay a été précurseur dans le renouvellement des pratiques de la profession des études marketing et d'opinion.

Forte d'une croissance continue depuis sa création, l'entreprise n'a eu de cesse de s'ouvrir vers de nouveaux horizons pour mieux adresser toutes les problématiques marketing et sociétales, en intégrant à ses méthodologies le Social Média Intelligence, l'exploitation de la smart data, les dynamiques créatives de co-construction, les approches communautaires et le storytelling.

Aujourd'hui OpinionWay poursuit sa dynamique de croissance en s'implantant géographiquement sur des zones à fort potentiel que sont l'Europe de l'Est et l'Afrique.

Rendre le monde intelligible pour agir aujourd'hui et imaginer demain

C'est la mission qui anime les collaborateurs d'OpinionWay et qui fonde la relation qu'ils tissent avec leurs clients.

Le plaisir ressenti à apporter les réponses aux questions qu'ils se posent, à réduire l'incertitude sur les décisions à prendre, à tracker les insights pertinents et à co-construire les solutions d'avenir, nourrit tous les projets sur lesquels ils interviennent.

Cet enthousiasme associé à un véritable goût pour l'innovation et la transmission expliquent que nos clients expriment une haute satisfaction après chaque collaboration - 8,9/10, et un fort taux de recommandation - 3,88/4.

Le plaisir, l'engagement et la stimulation intellectuelle sont les trois mantras de nos interventions.

“*opinionway*”

15 place de la République
75003 Paris

PARIS
CASABLANCA
ALGER
VARSOVIE
ABIDJAN

RESTONS CONNECTÉS !

www.opinion-way.com



Envie d'aller plus loin ?

Recevez chaque semaine nos derniers résultats d'études dans votre boîte mail en vous abonnant à notre **newsletter!**